3713

Déposé au Greffe
le 15 AVR. 2005
sous le N° 2503213
RCS N° 05 B 871

SARL UBIK
AU CAPITAL DE 300 000 €UROS

SIEGE SOCIAL : 9 RUE DU JEU DE PAUME
79100 THOUARS

447 986 688 RCS BRESSUIRE

Procès-verbal
de la décision de l'associé unique du 22 mars 2005

L'AN DEUX MILLE CINQ
Le 22 mars

Le soussigné Pascal CHESSE, associé unique de la société UBIK, société à responsabilité limitée au capital de 300 000 €

- Déclare être appelé à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Transfert du siège social et modification corrélative de l'article 4 des statuts,
- Pouvoirs en vue des formalités.

- Adopte les décisions suivantes :

Première décision

L'associé unique a décidé de transférer, à compter du 01/04/2005 le siège social au 8 Bld Henry Orrion 44000 NANTES.

Comme conséquence de la décision ci-dessus, l'associé unique décide de modifier de la manière suivante l'article 4 des statuts.

Article 4 - Siège social :

Le premier alinéa est annulé dans sa forme primitive et sera désormais libellé comme suit :

Le siège social est fixé au ***8 Boulevard Henry Orrion 44000 NANTES***

Le reste de l'article demeure sans changement.

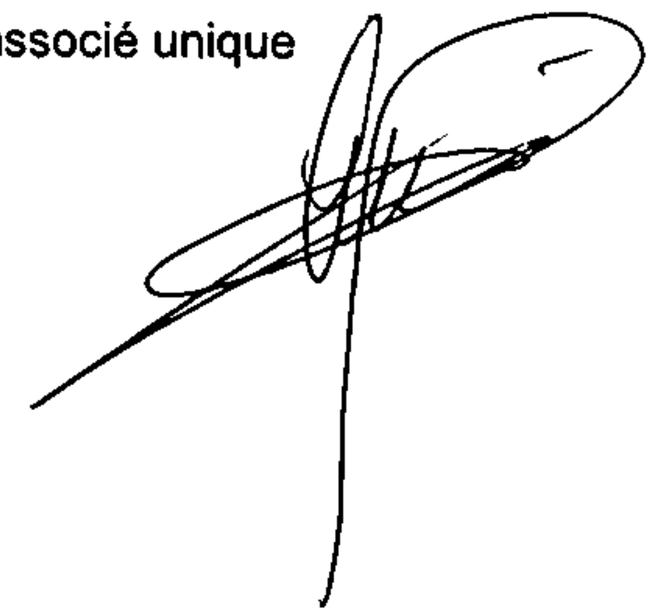
4

Deuxième décision

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, en vue de l'accomplissement de toutes formalités.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par l'associé unique.

L'associé unique



RELATION DES SIEGES SOCIAUX ANTERIEURS
(ART. 53, D. n° 84-406 du 30 mai 1984)

Sarl UBIK

Sarl au capital de 300 000 euros

Siège social : 8 Bd Henry Orrion 44000 NANTES

Date d'établissement du siège	Siège social	R.C.S.
le 26 mars 20003	9 rue du Jeu de Paume 79100 THOUARS	BRESSUIRE
le 01 avril 2005	8 Bd Henry Orrion 44000 NANTES	NANTES

Fait à THOUARS, le 22 mars 2005
en deux exemplaires

Pascal CHESSE

SARL UBIK

AU CAPITAL DE 300 000 €UROS

SIEGE SOCIAL : 8 BD HENRY ORRION
44000 NANTES

STATUTS

Article par 4 modifié par AGE du 22/03/2005

Certifié conforme.

Enregistré à : CENTRE-RECETTE DES IMPOTS DE THOUARS
Le 28/03/2003 Bordereau n°2003/125 Case n°1 Ext 161

Enregistrement : Exonéré
Timbre : Exonéré

Total liquidé : zéro euro
Le Contrôleur

Mme Monique GUINUT
Contrôleur

Le soussigné :

Monsieur Pascal CHESSE
né le 19 mai 1965 à Thouars (79)
de nationalité française
demeurant 15 rue Emile Lepeu 75011 PARIS

époux de Mme Elyssa SFAR, née le 20 septembre 1966, à Tunis (Tunisie), de nationalité Suédoise, avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union, célébrée le 10 août 2002 à Thouars (79).

A établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée qu'il institue

Paraphe :

PC

Article 1. - Forme.

La société est à responsabilité limitée.

Article 2. - Objet.

La société a pour objet l'achat, la souscription, la détention, la gestion, la revente de toutes participations dans toutes sociétés ou entreprises à caractère civil, commercial, industriel, artisanal, financier, libéral, mobilier ou immobilier.

La société a encore pour objet d'assurer la conduite de la politique et le contrôle de toutes ses filiales, en effectuant, à cette occasion, pour le compte de ces dernières, toutes prestations spécifiques à caractère administratif, juridique, comptable, financier ou immobilier et en mobilisant, à cette occasion son personnel et tous moyens matériels nécessaires.

Pour réaliser cet objet, la société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature ou importance qu'ils soient, dès lors qu'ils contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies et qu'ils permettent de sauvegarder directement ou indirectement les intérêts financiers de la société.

Article 3. - Dénomination.

La dénomination sociale est : « **UBIK** »

Article 4. - Siège social.

Le siège social est fixé au **8 Bd Henry Orrion 44000 NANTES**

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine décision collective et, en tout autre lieu, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5. - Durée.

La durée de la société est de 99 années, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Paraphe :

Article 6. - Apports .

Apports en nature – Désignation

Monsieur Pascal CHESSE fait apport à la société, en pleine propriété de 5 000 actions d'une valeur nominale de 40 € chacune de la société Claude CHESSE société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 €, dont le siège est au 9 rue du Jeu de Paume 79100 THOUARS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de BRESSUIRE, sous le n° 383 557 8320.

Cet apport en nature consenti à la société par Monsieur Pascal CHESSE lui appartient en propre pour l'avoir acquis avant son mariage.

Ces 5 000 actions ci-dessus apportées ont été évaluées à un montant unitaire, pour leur pleine propriété, de 60 €, soit un total de trois cent mille €uros (300 000 €).

Cette évaluation a été faite sur le vu du rapport de Monsieur Jean-Michel DHELLEMMES, commissaire aux Comptes inscrit près la Cour d'Appel de Poitiers, demeurant 29 avenue Victor Hugo 79100 THOUARS désigné en qualité de commissaire aux apports par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Bressuire rendue le 19 mars 2003, ledit rapport déposé conformément à la loi au siège social le 22 mars 2003, soit trois jours au moins avant la signature des présents statuts.

Rémunération des apports en nature

En rémunération de son apport en nature de 5 000 actions de la SAS CLAUDE CHESSE par Monsieur Pascal CHESSE, il est attribué à ce dernier 6 000 parts d'apport d'une valeur nominale de cinquante €uros (50 €) chacune de la société UBIK.

Propriété – Jouissance

Les apports de titres effectués par Monsieur Pascal CHESSE sont consentis avec jouissance de ce jour, sous réserve de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Origine de Propriété

Les 5 000 actions apportées par Monsieur Pascal CHESSE lui appartiennent en propre pour les avoir acquises avant son mariage et comme correspondant à :

- 600 actions qui lui ont été attribuées lors de la constitution de la société SA Claude CHESSE le 18 octobre 1991.
- 1800 actions qui lui ont été attribuées gratuitement lors d'une augmentation de capital par incorporation de réserves le 24 juin 1995.

Paraphe :

PC

- 2 600 actions à prendre sur les 3 600 actions qui lui ont été attribuées gratuitement lors d'une augmentation de capital par incorporation de réserves le 26 mars 1999.

Régime fiscal des apports de titres de la société CLAUDE CHESSE

Concernant les plus-values d'apport.

L'apporteur ci-dessus désigné bénéficiera du sursis d'imposition visé à l'article 150-0 B du Code Général des Impôts (article 94 de la Loi de Finances pour 2000).

En conséquence, les apports ci-dessus présentant un caractère intercalaire, la plus-value qu'ils engendrent ne sera pas prise en compte pour l'établissement de l'impôt sur le revenu de l'apporteur au titre de l'année de cet apport, mais seulement lors de la cession ultérieure des titres reçus en échange.

Concernant les droits d'enregistrement :

L'apporteur consentant l'apport de 5 000 actions de la société CLAUDE CHESSE à l'occasion de la constitution de la présente société, ces apports, ainsi que les statuts constitutifs de la présente société, seront purement et simplement exonérés de droit d'enregistrement en application de l'article 810 bis du Code général des Impôts.

Le montant des apports effectués à la société lors de sa constitution s'élèvent à la somme de trois cent mille €uros (300 000 €) et sont représentatifs d'apports en nature ;

Article 7. - Capital social.

Le capital social est fixé à la somme de trois cent mille €uros. Il est divisé en 6 000 parts de .50 € chacune, numérotées de 1 à 6000, attribuées en totalité à Monsieur Pascal CHESSE, en rémunération de son apport en nature.

Article 8. - Modifications du capital.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi.

Le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

Dans tous les cas, si l'opération fait apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires.

Paraphe :

PC

Article 9. - Droits des parts.

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Article 10. - Cession et transmission de parts.

1. Forme. Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après accomplissement des formalités de l'article 1690 du Code civil ou de celles admises en remplacement. Elle n'est opposable aux tiers qu'après dépôt au registre du commerce et des sociétés.

2. Les cessions ou transmissions de parts sociales de l'associé unique sont libres.

3. En cas de pluralité d'associés, les cessions de parts sociales entre associés, au profit des conjoints, ascendants ou descendants, sont libres. Les parts ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société que dans les conditions et suivant la procédure d'agrément prévue par l'article L. 223-14 du Code de commerce. Les parts sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Article 11. - Revendication du conjoint commun en biens.

Si le conjoint commun en biens d'un associé notifie son intention d'être associé postérieurement à un apport de biens communs fait par ledit associé à la société ou à une acquisition de parts effectuée par son époux à l'aide de biens communs, il ne peut acquérir la qualité d'associé que s'il est agréé par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts. La décision des associés est notifiée au conjoint par lettre recommandée AR. L'agrément résulte soit de la notification de la décision des associés, soit du défaut de réponse dans le délai de deux mois à compter de la notification du conjoint. En cas de refus d'agrément, l'époux associé conserve cette qualité pour la totalité des parts.

Sauf s'il y a renoncé définitivement lors de la constitution de la société, la revendication ultérieure du conjoint de l'associé unique lui confère de plein droit la qualité d'associé.

Paraphe :

PC

Article 12. - Comptes courants.

Les associés peuvent laisser ou mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées soit par décision collective des associés, soit par accords entre la gérance et l'intéressé. Ces accords sont soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

Article 13. - Gérance.

1. La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques, choisies parmi les associés ou en dehors d'eux. Les gérants sont nommés pour la durée de la société. La nomination des gérants en cours de vie sociale est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

La rémunération du gérant est fixée par une décision de l'associé unique ou par une décision collective.

2. Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés·

3. Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société·

Article 14. - Décisions de l'associé ou des associés.

1. Lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées dans un registre.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, soit en assemblée, soit par consultation écrite ou pourront résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, sauf dans les cas où la loi impose la tenue d'une assemblée .

3. Les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants

Paraphe :

PC

Toutefois :

- la nomination d'un gérant en cours de vie sociale est décidée par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

- la révocation d'un gérant doit toujours être décidée par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales ;

- les cessions et transmissions de parts qui nécessitent un agrément sont autorisées par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

- le changement de nationalité de la société et l'augmentation de l'engagement des associés ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité de tous les associés.

Article 15. - Comptes sociaux.

L'exercice social commence le 1er octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice social commencera à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés pour se terminer le 30 septembre 2004.

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

En cas d'associé unique, celui-ci approuve les comptes dans le même délai.

Article 16. - Affectation des résultats.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'associé unique ou l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés à titre de dividendes.

La part de chaque associé dans les bénéfices est proportionnelle à la quotité du capital qu'il détient, et la part de l'associé qui n'a apporté que son industrie est égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

L'associé unique ou l'assemblée générale ont la faculté de constituer tous postes de réserves.

Paraphe :

PC

Article 17. - Contrôle des comptes.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes, titulaires et suppléants, seront désignés lorsque, compte tenu du total du bilan, du montant hors taxes du chiffre d'affaires et de l'effectif moyen salarié, cette nomination deviendra obligatoire pour la société.

Article 18. - Liquidation.

La liquidation de la société est effectuée conformément au Livre II du Code de commerce et aux décrets pris pour son application.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés au prorata du nombre de parts qu'ils détiennent, et la part de l'associé qui n'a apporté que son industrie est égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

Si toutes les parts sociales sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil, sauf si l'associé unique est une personne physique.

Article 19. - Contestations.

Les contestations relatives aux affaires sociales survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les associés ou entre les associés et la société, sont soumises au tribunal de commerce compétent.

Article 20. - Nomination du premier gérant

Le gérant de la société est Monsieur Pascal CHESSE, soussigné.

Article 21. – Jouissance de la personnalité morale de la société – Immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés- Publicité – Pouvoirs.

I – Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

II – Sans attendre l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, Monsieur Pascal CHESSE peut réaliser les actes et engagements entrant dans le cadre de l'objet social, qu'il s'agisse d'opérations actives ou passives.

Paraphe :

PC

Après immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, ces actes et engagements seront repris par la société par le seul fait de son immatriculation , pourvu qu'ils aient été accomplis strictement dans le cadre de l'objet social.

III – Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi.

Article 22. - Frais.

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

Article 23. - Régime fiscal.

L'associé unique soussigné, personne physique, déclare opter pour le régime fiscal de l'impôt sur les sociétés.

Fait à Thouars
en cinq exemplaires
Le 26 mars 2003

M. Pascal CHESSE
Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé et bon pour acceptation des fonctions de gérant ".

lu et approuvé et bon pour acceptation des fonctions de gérant